

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 17/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ROQUETTE TEXTILES

24 rue de Marcq
BP 5
59290 WASQUEHAL

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0007000725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement ROQUETTE TEXTILES implanté 24, rue de Marcq BP 5 59290 WASQUEHAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROQUETTE TEXTILES
- 24, rue de Marcq BP 5 59290 WASQUEHAL
- Code AIOT : 0007000725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Jusqu'à sa liquidation judiciaire, la société Roquette textiles exploitait un atelier de teinture relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2330 de la nomenclature des installations classées (teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles). L'exploitation, autorisée par arrêté préfectoral du 18 octobre 2007, a cessé le 27 août 2013.

Par courrier du 8 novembre 2016, Maître Depreux, liquidateur judiciaire représentant la société ROQUETTE TEXTILES, a transmis un plan de gestion des pollutions du site de Wasquehal suite à la cessation des activités du site. Ce plan de gestion a été mis à jour le 31 octobre 2018. Suite à

l'examen de cette mise à jour du plan de gestion, deux arrêtés préfectoraux complémentaires ont été pris:

- un arrêté du 15 février 2021 prescrit à la société ROQUETTE TEXTILES la mise en œuvre d'un traitement des eaux souterraines au niveau des piézomètres PZ3 et PZ4 ainsi que la surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines au droit du site. En effet, la mise à jour du plan de gestion a montré que le risque sanitaire pour les résidents des habitations en bordure de site à proximité de PZ3/PZ4 ne peut être écarté. Faute d'éléments prouvant le contraire, l'inspection avait donc estimé nécessaire de prescrire à la société ROQUETTE TEXTILE la mise en œuvre d'un traitement des eaux souterraines afin d'atteindre l'objectif de 8 µg/L pour le chlorure de vinyle et 50 µg/L pour le trichloroéthylène.
- un second arrêté du 24 janvier 2022 prescrit à la société ROQUETTE TEXTILES la mise en œuvre des travaux de dépollution des sols par l'excavation des deux sources sols identifiées dans les études.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dépollution du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dépollution des sols	AP Complémentaire du 24/01/2022, article 2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
2	Dépollution de la nappe	AP Complémentaire du 15/02/2021, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 15/02/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que les travaux de dépollution de la nappe et des sols n'ont pas été engagés. Maître Depreux précise que les fonds disponibles de la liquidation ne permettraient pas de réaliser totalement ces travaux.

En ce qui concerne la pollution de la nappe au droit des piézomètres PZ3 et PZ4, l'inspection estime nécessaire que l'exploitant réalise des mesures de gaz de sol dans la zone du PZ3 et au plus près de la limite séparative avec l'habitation sur les paramètres COHV et hydrocarbures aromatiques et aliphatiques et durant une période favorable au dégazage depuis la nappe. L'implantation du piézair et le mode de prélèvement devront respecter les recommandations du guide BRGM/INERIS de novembre 2016. Sur la base des résultats de mesures de gaz de sol, l'exploitant actualisera l'évaluation de risque sanitaire pour le scénario de dégazage depuis la nappe dans une pièce à usage d'habitation et sans vide sanitaire. Ce piézair devra être maintenu pour d'éventuels futurs prélèvements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépollution des sols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de dépollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions adaptées pour rechercher l'origine des pollutions, limiter leur étendue et supprimer les causes par des mesures de gestion visant en priorité l'élimination des sources concentrées. Les zones de pollution identifiées dans le plan de gestion sont éliminées. Le plan en annexe reprend les emplacements des zones de pollution identifiées. Les sources de pollutions sont estimées à : - source 1 : 900 à 1200 m ³ de sols à purger au niveau de la zone de déversement accidentel, pollués aux hydrocarbures; - source 2 : 375 à 525 m ³ de sols à purger au niveau de la zone cour extérieure, pollués aux COHV ; Des contrôles en fonds et bords de fouilles sont réalisés afin de vérifier l'atteinte des objectifs de dépollution définis par les seuils suivants : - hydrocarbures C8-C12 : 100 mg/kgMS - hydrocarbures C12-C16 : 120 mg/kgMS - Trichloroéthylène : 0,8 mg/kgMS A l'issue des travaux, l'exploitant procède, au droit de chacune des zones polluées, à deux campagnes de mesure des gaz du sol sur les paramètres suivants : - TPH Aromatiques ; - TPH Aliphatiques ; - COHV ; - BTEX et naphthalène ; Les conditions d'implantation des ouvrages de prélèvement des gaz de sols, les stratégies d'échantillonnage et protocoles de prélèvements des gaz du sol sont réalisés conformément au « guide pratique pour la caractérisation des gaz du sol et de l'air intérieur en lien avec une pollution des sols et/ou des eaux souterraines », élaboré en novembre 2016 par le BRGM et l'INERIS pour le compte du ministère en charge de l'environnement. Notamment, les prélèvements de gaz du sol sont réalisés dans des conditions favorisant le transfert des substances gazeuses vers l'air extérieur et dans des conditions météorologiques différentes pour chacune des deux campagnes. Le plan prévisionnel d'échantillonnage est communiqué au moins 2 mois avant la réalisation des prélèvements à l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées. Sur la base des résultats de mesures de sols, nappe et gaz de sols, l'exploitant mène une démarche d'analyse des risques résiduels conforme à la méthodologie de gestion des sites et sols pollués, précisée dans les textes ministériels du 8 février 2007 mis à jour en avril 2017. Cette démarche est menée selon un processus itératif: les opérations de dépollution par excavation et ainsi que celles de dépollution de la nappe prescrite par l'arrêté du 15 février 2021 ne sont considérées que comme pleinement exécutées que si l'analyse des risques résiduels montre des niveaux de risques acceptables pour les usagers sur site ainsi que pour les tiers identifiés hors site (habitations en bordure de site identifiées dans le schéma conceptuel). Constats : L'exploitant, représenté par Maître Depreux, n'a pas engagé les travaux de dépollution des sols (traitement de deux sources sols). L'exploitant précise que la liquidation dispose de 130 kilo euros. Le montant des travaux de dépollution dépasserait le montant des fonds disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Dépollution de la nappe

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, traitement de la nappe des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté un traitement de la nappe des eaux souterraines au droit des zones identifiées « Zone de stockage des produits » (piézomètre PZ3) et « Zone de stockage des huiles » (piézomètre PZ4) dans le plan de gestion des pollutions . Les substances à traiter concernent le trichloroéthylène et le chlorure de vinyle. Le traitement doit permettre d'atteindre les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- concentration en chlorure de vinyle inférieure à 8 microgramme par litre- concentration en trichloroéthylène inférieure à 50 microgramme par litre Durant la phase de traitement, la nappe au droit de la zone fait l'objet de contrôles à fréquence mensuelle au minimum sur les Composés Organiques Halogénés Volatils afin de vérifier l'efficacité du traitement. Les résultats de ce suivi sont transmis mensuellement à l'inspection de l'environnement. Les gaz extraits durant la phase de traitement de la nappe respectent avant rejet à l'atmosphère les concentrations limites suivantes : Polluant: Chlorure de vinyle Concentration maximale en mg/m ³ : 2 mg/m ³ si le flux de ce composé dépasse 10 g/h Polluant: Somme des COHV Concentration maximale en mg/m ³ : 20 mg/m ³ si le flux de ces composés dépasse 100 g/h Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement de la nappe. Les émissions sonores de l'installation de traitement respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de traitement de la nappe localisé au niveau des piézomètres PZ3 et PZ4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines (nappe alluviale) au travers d'un réseau de 5 piézomètres implantés de la façon suivante : (cf plan)</p> <p>Les ouvrages sont réalisés pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Ils doivent à cette fin être réalisés et équipés selon les règles de l'art. Le diamètre de forage doit permettre, après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement. Leur tête doit être dotée d'une protection contre les pollutions accidentelles et les actes de malveillance. Les piézomètres doivent être nivelés et protégés contre les risques de détérioration.</p> <p>Semestriellement, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe sur les piézomètres. Les échantillons d'eau souterraine prélevée au droit des piézomètres font l'objet des analyses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hydrocarbures totaux C10-C40 ; - COHV ; <p>Les résultats commentés sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la mesure.</p> <p>L'indisponibilité de l'un des ouvrages de surveillance des eaux souterraines doit être signalée sans délai à l'inspection de l'environnement dont l'accord doit être sollicité préalablement au déplacement éventuel de l'ouvrage.</p> <p>La réalisation de tout nouveau piézomètre, la mise hors service d'un piézomètre ou la substitution d'un piézomètre de contrôle inclus dans le dispositif de surveillance précité par un autre ouvrage doit être portée avant réalisation à la connaissance de l'inspection de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation des ouvrages et afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines, l'exploitant devra prendre toutes les mesures appropriées pour le comblement de ces ouvrages au moyen de matériaux inertes drainants et pour la réalisation d'un bouchon cimenté en tête.</p> <p>La mesure de la hauteur d'eau dans les ouvrages doit être effectuée préalablement à toute campagne de prélèvement afin de déterminer les sens d'écoulement des eaux souterraines.</p> <p>En fonction des résultats obtenus, la fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection de l'environnement.</p> <p>Après quatre années de mesures, l'exploitant transmet au Préfet un bilan des résultats de la surveillance des eaux souterraines (bilan quadriennal). Ce bilan peut proposer des modifications du programme de mesure (paramètres à contrôler, fréquence de mesure,...), voire une suppression de la surveillance de la nappe dès lors qu'il est établi que l'ensemble des paramètres surveillés a atteint des seuils et un niveau de risque acceptable. Ces propositions sont examinées par l'inspection de l'environnement.</p> <p>Constats : Cinq piézomètres sont présents et constituent le réseau de surveillance de la nappe des eaux souterraines. Ces piézomètres sont capotés. L'exploitant a fait réaliser des prélèvements pour analyses 26 janvier 2022. Il précise que de nouveaux prélèvements ont été réalisés le 4/10/2022.</p> <p>Les résultats du prélèvement de janvier 2022 montrent une augmentation des concentrations mesurées en hydrocarbures totaux par rapport à la dernière campagne de 2016 avec des teneurs observées de 590 mg/l sur le PZ2 situé au droit de la source sol identifiée "source 1" ou un</p>

déversement accidentel de fioul s'était produit durant les travaux de démolition du site. Des teneurs en hydrocarbures de 22 et 24 mg/l sont également observées sur PZ1 (amont hydraulique) et PZ3 (aval). Les piézomètres situés les plus en aval (PZ5 et PZ4) présentent des concentrations plus modérées (0.05 mg/l et 1.5 mg/l).

En ce qui concerne les COHV, des concentrations mesurées sont inférieures aux concentrations mesurées en 2016. Cependant, le prélèvement a été réalisé au moyen d'un dispositif jetable de type "bailer", ce qui peut conduire à sous évaluer la concentration en COHV, composés dont les concentrations maximales sont attendues en fond de piézomètre. De plus le piézomètre PZ4 n'a pu être prélevé en fond d'ouvrage, celui ci étant colmaté vers 2.5 m de profondeur.

Les concentrations les plus importantes sont mesurées en PZ3 (200 µg/l en trichloroéthylène et 42 µg/l en chlorure de vinyle). Ces concentrations dépassent les seuils de dépollution de la nappe fixés par l'arrêté préfectoral du 15/02/2021. Ces seuils avaient été fixés par rétro-calcul dans le cadre de l'évaluation des risques sanitaires pour un usage d'habitat compte tenu de la proximité immédiate d'une construction à usage d'habitation en limite Est/Nord-Est. Cette méthode par rétro-calculs peut toutefois s'avérer majorante.

L'inspection estime nécessaire que l'exploitant réalise des mesures de gaz de sol dans la zone du PZ3 et au plus près de la limite séparative avec l'habitation sur les paramètres COHV et hydrocarbures aromatiques et aliphatiques et durant une période favorable au dégazage depuis la nappe. L'implantation du piézair et le mode de prélèvement devront respecter les recommandations du guide BRGM/INERIS de novembre 2016. Sur la base des résultats de mesures de gaz de sol, l'exploitant actualisera l'évaluation de risque sanitaire pour le scénario de dégazage depuis la nappe dans une pièce à usage d'habitation et sans vide sanitaire. Ce piézair devra être maintenu pour d'éventuels futurs prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet